

Agir pour le changement - Module 2

Témoignages de changement du monde entier

Bolivie : des jeunes œuvrent à faire changer les mentalités en matière de relations amoureuses

En Bolivie, des membres de groupes de jeunes, avec le soutien du réseau Coordinadora de la Mujer, du Colectivo Rebeldía, de l'institut IFFI, du Centro de Promoción de la Mujer Gregoria Apaza et d'Oxfam, ont décidé de réfléchir aux façons dont les postures actuelles en matière de relations amoureuses contribuaient aux niveaux élevés de contrôle et de violences sur les femmes et les filles en Bolivie, et à des manières de faire évoluer ces comportements.

Par le biais d'enquêtes et de groupes de discussion animés par des jeunes et portant sur des sujets parfois sensibles et personnels, les groupes ont compris que l'expression de la jalousie était parfois perçue comme un signe d'amour véritable. Elle est parfois considérée comme un sentiment positif, malgré son rôle dans les comportements relevant du contrôle et de la violence. Ensemble, les groupes de jeunes ont pensé et mis à l'essai une action de campagne soulignant les dangers de la jalousie et donnant des pistes sur ce que seraient des comportements et des attitudes favorables à des relations respectueuses, afin de montrer comment exprimer son amour de façon saine.

Cette campagne, « ACTÚA Detén la violencia » (agir pour mettre fin à la violence) a été lancée en 2017, avec des actions de tous genres, comme du *street art*, des collaborations avec des artistes de reggaeton, des skaters et des personnalités de la télévision, un partenariat avec le système de transports publics de La Paz pour toucher des milliers de passagères/ers par jour, des actions avec des lycées et la création de GIF, de mèmes et d'une communauté Facebook et TikTok. Au total, 70 000 jeunes ont participé à la campagne, dont 30 % de jeunes hommes.

La campagne, cherchant à briser les stéréotypes de genres nocifs, a aussi ouvert la discussion sur le fait que les Bolivien·nes autochtones de la communauté LGBTQIA+ doivent souvent quitter leur communauté d'origine pour pouvoir vivre pleinement leur identité. Les activistes d'ACTÚA ont travaillé avec des blogueurs/euses, des auteur·es et des créateurs et créatrices pour informer les jeunes bolivien·nes sur les thématiques de l'égalité de genre et de l'inclusion. Lors du dernier mois des fiertés, le groupe a collaboré avec l'artiste et activiste Wilmar Montero, symbole de la *queer joy* dans une famille autochtone où l'on peut exprimer librement son amour et son affection.

En savoir plus :

[Jealousy is no excuse for violence against women video](#), YouTube

Inde : une organisation communautaire se bat pour le droit à l'information

Dans les années 1990, à Beawar, une petite ville du Rajasthan, en Inde, une organisation communautaire a commencé à militer pour obtenir l'accès aux archives publiques dans l'optique d'appuyer la création d'un salaire minimum. En parvenant à extraire des informations des pouvoirs publics et à mettre au jour des pratiques relevant de la corruption, l'organisation a contribué à la formation d'un mouvement en faveur du droit à l'information pour tou·te·s les citoyen·nes indien·nes. Pour l'activiste indienne Aruna Roy, cet accès à l'information pouvait fortement jouer en faveur de la lutte pour les droits des travailleurs et des travailleuses et pour les droits humains et environnementaux, en rendant les pouvoirs publics plus transparents et en les forçant à rendre des comptes aux citoyen·nes.

Les groupes d'activistes se sont alliés à des personnalités comme Shankar Singh et Nikhil Dey, pour constituer une force de soutien aux paysan·nes et villageois·es par le biais de Mazdoor Kisan Shakti Sangathan (MKSS ou Union des travailleurs/euses et paysan·nes). Des partenariats avec des médias, des juristes et d'autres groupes de la société civile ont également été établis pour souligner la nature transversale de cette problématique.

Après 44 jours de protestations, les autorités locales puis nationales se sont vues forcées de tenir compte du mouvement. La loi sur le droit à l'information a été inscrite dans la législation en 2005.

Les efforts pour garantir la mise en pratique de la loi continuent cependant, de nombreuses demandes relevant du droit à l'information étant rejetées ou ne recevant pas de réponse en raison de procédures administratives complexes et parfois inaccessibles. Certaines personnes ayant souhaité exercer leur droit à l'information au regard de cette loi ont même été agressées ou se sont vues interdire l'accès aux informations. Ce problème reste le point de mire de la campagne.

Sources :

[20 Years of the Right to Information Movement](#), NDTV
[Right to Information Act, 2005](#)

Australie : gagner en confiance en soi pour parvenir à s'exprimer

Shaylem Wilson, fière Ngarrindjeri, vit sur les terres Kurna, à Adélaïde, dans l'État d'Australie-Méridionale.

Ayant grandi dans une communauté confrontée de manière disproportionnée au système judiciaire et au placement en familles d'accueil de nombreux enfants, mais pour autant sous-représentée au sein des espaces politiques, Shaylem croit dur comme fer à l'auto-détermination et est persuadée que les Premières Nations doivent occasionner les changements qu'elles veulent voir se produire.

Shaylem Wilson affirme : « Mon rêve est de voir disparaître les inégalités, mais surtout que les personnes issues des peuples autochtones aient les connaissances et le pouvoir nécessaires pour être actrices de ce changement. ». Elle s'est engagée dans l'équipe en charge du placement des enfants de l'organisme Lutheran Care, dont l'objectif est d'assurer que les enfants aborigènes et issus du peuple autochtone du détroit de Torrès placés dans un foyer d'accueil restent connectés à leur culture d'origine. Elle est aussi impliquée dans le sommet de jeunes d'Uluru, œuvrant à la création d'un réseau de jeunes d'Australie-Méridionale pour permettre aux personnes âgées de transmettre leurs connaissances.

Pour Shaylem, il est aussi très important que les jeunes femmes aborigènes trouvent leur voix. « Si nous faisons un peu d'introspection, il faut avouer que les communautés autochtones sont très patriarcales. Les hommes ont souvent montré le chemin. Il est important que nous restaurions de l'égalité dans cela. »

Shaylem a participé au programme Straight Talk, qui accompagne les femmes aborigènes et autochtones du détroit de Torrès dans leur engagement politique pour leur permettre d'avoir un réel impact sur les thématiques qui les intéressent. En participant à ces réunions, en établissant des relations avec d'autres acteurs et actrices et en partageant ses connaissances et ses compétences, Shaylem a appris à s'exprimer avec confiance sur des sujets qui affectent directement sa communauté et s'inquiète moins de ce que les autres vont penser d'elle, qu'il s'agisse d'hommes aborigènes, ou d'hommes et de femmes blancs.

Elle affirme : « Avant de rejoindre Straight Talk, ma connaissance des systèmes politiques était limitée. Je savais simplement qu'ils désavantageaient les personnes issues des Premières Nations. J'aime apprendre d'autres femmes autochtones engagées en politique, que ce soit sur leur trajectoire politique ou sur la manière dont elles sont parvenues à s'imposer dans cette sphère, comment elles s'en sont servies pour promouvoir leurs intérêts et ceux de leurs communautés. J'adore les écouter et apprendre d'elles. ».

En savoir plus :

[Programme « Straight Talk » d'Oxfam Australie](#)

Ghana : sensibiliser le public pour influencer les décisions du gouvernement en matière de dépenses publiques

Bien que les paysan·nes constituent 60 % de la population active du Ghana, leurs revendications ne sont souvent pas reflétées dans les politiques et les budgets du pays. De ce fait, beaucoup n'ont pas accès aux variétés de semence améliorées, aux engrais, aux systèmes d'irrigation, aux services financiers, au crédit ou à l'expertise de spécialistes dont elles/ils ont besoin pour accroître leur production et la valeur ajoutée de leurs produits agricoles.

Pour répondre au problème, dix organisations de la société civile basées au Ghana, dont Oxfam, ont déployé la campagne Oil4Agric pour encourager le gouvernement à faire de l'agriculture familiale l'une de ses priorités en termes d'investissement des revenus tirés de l'exploitation pétrolière et gazière. La campagne a appelé le gouvernement à faire passer la part de l'agriculture dans le PIB de 8,5 % à 14,1 %, en se concentrant sur les domaines qui bénéficieraient le plus aux paysannes et paysans.

La campagne a reçu un énorme soutien du grand public dans tout le pays. Les journaux, la télévision, la radio, des événements divers tels que des forums d'étudiant·es et des rassemblements paysans, mais aussi des personnalités connues, par le biais de Facebook, Twitter et Instagram, se sont faits l'écho d'une pétition mobile Oil4Food. Les organisations paysannes ont rassemblé 20 000 signatures auprès de 300 communautés réparties dans 30 districts. Elles leur ont rendu visite pour solliciter leur soutien et ont créé une pétition à signer par empreinte digitale pour les personnes ne sachant pas lire ou écrire.

Le ministère des Finances, les comités parlementaires et les député·es ont été directement contacté·es et la campagne a contribué au processus de préparation du budget national, en mettant l'accent sur les avantages potentiels de cet investissement sur la croissance économique, la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté. Grâce à cela, l'agriculture est restée l'une des quatre priorités de l'investissement des revenus tirés de l'exploitation pétrolière dans le budget de 2014. 15 % des recettes tirées de l'exploitation pétrolière (409 millions de dollars) ont été alloués à l'agriculture, la plus grande partie devant être dépensée pour combattre la pauvreté par le biais de l'agriculture. En outre, le gouvernement du Ghana a voté une loi pour la mise en place d'un système permanent et transparent de divulgation, de gestion et d'attribution des revenus tirés de l'exploitation pétrolière. La campagne travaille maintenant à faire passer une loi similaire concernant l'investissement des recettes du secteur minier dans le soutien de l'agriculture familiale.

États-Unis : travailler avec le secteur législatif pour faire évoluer les mentalités

La campagne pour le droit égal au mariage pour les couples de même sexe dans tous les États des États-Unis a pris place en partie sur le terrain juridique, d'abord avec un dossier rejeté par la Cour suprême américaine en 1972. Elle a ensuite pris de l'ampleur à Hawaï en 1993 puis plus tard dans les cours de justice et assemblées législatives de tous les États-Unis. Le 26 juin 2015, la Cour suprême américaine a changé le cours de l'histoire en approuvant le droit égal au mariage.

Des leçons importantes sont à tirer de cette campagne.

Il est peu à peu devenu évident qu'une victoire incluant tous les États ne pouvait avoir lieu qu'avec un soutien écrasant du public. C'est à partir de ce moment-là que le message du mouvement a changé. L'enjeu du mariage des couples de même sexe ne se résumait pas à des questions de droits et de responsabilités. Au cœur de ce combat se trouve l'amour. Les porte-parole les plus écoutés n'ont pas été les couples de même sexe, mais les parents et grands-parents de personnes LGBTQIA+ mariés depuis des décennies. Cette stratégie en particulier a touché la corde sensible. Elle a permis au mouvement pour le droit égal au mariage pour les couples de même sexe de réellement toucher le grand public.

La campagne a été portée par un réseau composé de diverses organisations, dont un consortium de fondations de financement, de groupes de campagne, comme la campagne *Freedom to Marry* et Marriage Equality USA, de leaders et activistes effectuant un travail acharné, d'allié·es hétérosexuel·les, d'élu·es, de célébrités et surtout, de centaines de milliers de soutiens sur le terrain.

Si cette victoire historique a profité aux personnes souhaitant se marier avec une personne de même sexe et si elle garantit leurs droits et privilèges inhérents, du point de vue féministe intersectionnel, le combat pour le droit égal au mariage, bien qu'important, a eu un impact matériel limité sur les conditions de vie des personnes LGBTQIA+ confrontées à la pauvreté, au racisme, au sexisme, à l'homophobie, à la transphobie et à d'autres formes de discrimination pouvant les rendre plus vulnérables à divers conséquences sociales nocives. Le slogan « *Love is love* » est universel mais, pour une grande partie de la communauté, la justice raciale et la justice économique sont des considérations plus urgentes peu abordées dans les conversations portant sur le droit égal au mariage. Les priorités de la campagne ont finalement reflété celles des personnes qui l'ont financée et qui l'ont faite vivre. Si cela n'a rien d'exceptionnel, il s'agit d'un risque réel pour les campagnes cherchant un changement social au nom d'un groupe de population large et divers.

Heureusement, des acteurs clés de la campagne (comme Human Rights Campaign) ont profité de l'attention et des ressources générées par la campagne pour donner de la visibilité aux inégalités sociales dont pâtit encore la communauté LGBTQIA+. Cette victoire signifie un combat de moins à mener à l'avenir, et constituera un précédent solide sur lequel fonder les futures batailles juridiques pour les droits LGBTQIA+, aux États-Unis et ailleurs.

En savoir plus :

[Site de Freedom to Marry](#)

[Site de Proteus Fund](#)

[Site de Brennan Center for Justice](#)

[Site de Marriage Equality USA](#)

Royaume-Uni : faire campagne pour donner de la visibilité aux problématiques invisibilisées

En 2018, Katy Styles s'occupait à plein temps de son mari et sa mère nécessitait des soins de plus en plus importants. Elle avait conscience du fait que le rôle essentiel qu'elle jouait était entièrement invisible au Royaume-Uni. Comme elle, des millions de personnes fournissent un travail de soin non rémunéré aux membres de leur famille, à des ami·es ou des voisin·es ayant des besoins particulièrement élevés du fait de handicaps, de maladies ou de l'âge. Les femmes sont les plus susceptibles d'endosser cette responsabilité et accumulent davantage d'heures de travail de soin non rémunéré. Les aidant·es non rémunéré·es reçoivent pour la plupart très peu de soutien et on ne reconnaît pas la juste valeur de leur contribution, pourtant essentielle. Beaucoup subissent de lourdes conséquences de ce travail, sur les plans financier, physique et émotionnel. Les aidant·es issu·es de groupes sous-représentés, comme la communauté noire, les minorités ethniques et la communauté LGBTQIA+, sont confronté·es à des barrières et difficultés supplémentaires.

Katy en était persuadée : il fallait bousculer le *statu quo*. Elle s'est rapprochée de personnes se trouvant dans une situation similaire pour créer We Care, une campagne communautaire primée basée au Royaume-Uni dont l'objectif est de donner aux aidant·es non rémunéré·es une tribune pour faire valoir leurs droits et trouver plus de reconnaissance : « Ensemble, nous avons une voix. Ensemble, nous sommes plus fort·es. Ensemble, nous pouvons changer le monde. »

We Care a mis en place un ensemble de campagnes numériques, en se saisissant de plusieurs tactiques. En 2018, le groupe a lancé une pétition pour l'établissement d'une stratégie nationale pour les aidant·es, soutenue par les organisations de soutien aux aidant·es, les personnes concernées et des politiques, qui a été présentée au Parlement britannique.

La campagne We Care s'est servie du [craftivisme](#) pour pousser les politiques à tenir compte des personnes réalisant un travail de soin non rémunéré. L'initiative *Sticking Plaster Craftivism* attire l'attention sur le fait que les aidant·es non rémunéré·es sont plus que des pansements adhésifs évitant aux systèmes de santé et social de s'effondrer. Avec un kit pour le craftivisme, We Care a encouragé les aidant·es à envoyer un pansement accompagné d'une lettre écrite à la main à leur député·e.

En 2022, la campagne a créé un film poignant montrant la réalité du rôle d'aidant·e et lançant un appel au changement, utilisé pour donner de la visibilité aux campagnes et à mobiliser davantage d'aidant·es. We Care s'adresse directement aux décideurs politiques, par exemple en fournissant des données probantes lors des enquêtes publiques. Le mouvement prend rapidement de l'ampleur et a attiré l'attention de la société civile, des médias et des décideurs politiques.

En savoir plus :

[Site de la campagne We Care](#)

Philippines : se rassembler pour promulguer une nouvelle loi

Juanday et Farhana étaient amis d'enfance et responsables du bureau des étudiant·es à l'université de Maguindanao, aux Philippines. Depuis l'école primaire, ils avaient été témoins de mariages précoces et forcés et de violences faites aux femmes dans leur communauté. Selon le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), aux Philippines, une fille sur six est mariée avant l'âge de 18 ans.

Farhana explique : « C'est indéniable : ces problématiques nous touchent de près, que ce soit dans nos communautés ou à l'école. Nous avons eu des conversations avec nos ami·es, et nous avons eu l'idée de créer des initiatives pour aborder la question. Mon meilleur ami Juanday et moi, tous deux représentants du bureau des étudiant·es, avons décidé de créer une organisation luttant contre le mariage précoce et forcé. ».

En novembre 2020, ils ont créé la Maguindanao Alliance of Youth Advocates (MAYA), un réseau de représentant·es d'étudiant·es de trois municipalités de Maguindanao, une zone affectée par les conflits où les cas de mariages précoces sont nombreux.

Juanday, Farhana et leurs ami·es se sont associé·es au projet Creating Spaces et ont participé à des formations sur le mariage précoce et forcé et les violences faites aux femmes. Cela les a sensibilisé·es aux concepts de bénévolat et d'action pour le changement, et les a aidé·es à former et à mobiliser plus de jeunes au sein de l'alliance.

Farhana raconte : « Notre organisation a été créée en 2020, mais nous avons réussi à mener des actions de plaidoyer et de sensibilisation sur plusieurs plateformes par le biais du projet Creating Spaces. D'abord, nous avons tiré parti des réseaux sociaux. Même chez nous, nous pouvons désormais créer du contenu de plaidoyer et le partager sur diverses plateformes. Nous avons fait de la radio tous les mercredis. L'alliance MAYA cherche à se rendre dans tous les ménages, en particulier ceux des zones reculées qui n'ont accès ni à Internet ni à la radio. ».

MAYA a rejoint la Girl Defenders Alliance, qui se bat depuis des années pour mettre fin aux mariages précoces et forcés. Le 10 décembre 2021, le pays a promulgué une loi interdisant la pratique du mariage des enfants et imposant des sanctions en cas de violations de cette loi.

Après cette victoire sur le plan juridique, il convient de faire respecter la loi dans la pratique, et cela va prendre du temps. Juanday explique : « La lutte contre le mariage précoce est un travail au long cours. C'est pour la prochaine génération que nous nous battons. ».

Le projet Creating Spaces, affilié à l'organisation United Youth of the Philippines-Women (UnYPhil-Women), est soutenu par Oxfam, avec des fonds de Global Affairs Canada.

En savoir plus :

[Oxfam, 'Girl Defenders' alliance laud passage of anti-child marriage law](#)

[The Future of BARMM: Students stand up against child marriage](#)

Afrique du Sud : les étudiant·es utilisent les réseaux sociaux pour influencer la politique

#FeesMustFall (Les frais de scolarité doivent baisser) est un mouvement de protestation mené par les étudiant·es sud-africain·es qui a émergé en octobre 2015. Les protestations ont commencé à l'université de Witwatersrand, un établissement fréquenté depuis toujours par des étudiant·es majoritairement blanc·hes, en opposition à la proposition d'accroître les frais de scolarité de 10 %. Grâce aux réseaux sociaux, la nouvelle s'est répandue comme une trainée de poudre aux universités traditionnellement noires et à l'université de Cape Town. Les étudiant·es se sont mobilisé·es, en manifestant, en occupant des bâtiments et en rencontrant les autorités locales pour faire part de leurs demandes. Lorsque la police a été envoyée sur les campus, les protestations pacifistes ont souvent dégénéré, notamment du fait de violences policières sur les manifestant·es. Beaucoup d'étudiant·es ont été arrêté·es ou blessé·es, et des biens privés ont été endommagés.

Les différents groupes d'étudiant·es qui composaient le mouvement ont d'abord fait preuve d'unité, et d'énergie et de ténacité face aux autorités. Le mouvement a été un vecteur de sensibilisation, a reçu le soutien du grand public et a forcé le gouvernement à répondre aux revendications des manifestant·es. Les étudiant·es de nombreuses universités ont manifesté jusqu'au parlement le 21 octobre 2015 ; peu après, le président Zuma a annoncé qu'il n'y aurait aucune augmentation des frais de scolarité pour 2016 et a promis de mettre en place plus d'aides sociales pour les étudiant·es les plus pauvres.

Le mouvement #FeesMustFall, qui a déclenché des mesures politiques et fait évoluer les mentalités sur les problématiques liées à l'enseignement supérieur dans le pays, comme la décolonisation du programme universitaire, a poursuivi son activisme après 2016. Toutefois, en 2019, la plupart des manifestations des étudiant·es portant sur les frais d'inscription, les logements et les lacunes de l'enseignement supérieur, ainsi que des problématiques plus larges comme les programmes d'aide sociale du pays et les conditions de vie des étudiant·es modestes, avaient lieu dans les universités locales. Le hashtag #FeesMustFall n'est plus le mode de ralliement privilégié pour les manifestations concernant ces questions, les mouvements devenant moins centrés sur une problématique unique et plus intersectionnels.

En savoir plus :

[South Africa's Student Protests: Everything to Know About a Movement That Goes Back Decades](#), *Global Citizen*, avril 2021.

Bangladesh : travailler sur le terrain pour répondre à une tragédie

L'année 2023 marquait le dixième anniversaire de l'effondrement du Rana Plaza, qui a fait 1 132 victimes, pour la plupart des employées de l'industrie du textile. Ce fut l'une des plus grandes tragédies du monde industriel. Le Rana Plaza était un bâtiment commercial de Dhaka, la capitale du Bangladesh, qui hébergeait cinq usines de textile. La tragédie a mis au jour le manque de protection auquel sont exposé·es les travailleurs/euses de l'industrie du textile au Bangladesh. Les produits textiles constituent plus de 80 % des biens et services exportés par le Bangladesh, qui est le plus gros exportateur de vêtements après la Chine.

Quelques semaines après la catastrophe, un [accord international sur la sécurité incendie et la sécurité des bâtiments au Bangladesh](#) a été signé et est entré en vigueur. L'accord, juridiquement contraignant, passé entre des multinationales, des détaillants et des syndicats, promeut des avancées conséquentes : un programme d'inspection indépendante, l'engagement de la part des marques signataires à financer les améliorations prescrites et à communiquer avec les fournisseurs, la formation de comités de sécurité et d'hygiène élus démocratiquement dans toutes les usines, la mise en place d'un programme de formation complet pour les travailleurs/euses, la mise en place d'un mécanisme de plainte et le droit de refuser tout travail dangereux. Dix ans plus tard, il y a eu près de 56 000 inspections de sécurité dans plus de 2 400 usines de textile au Bangladesh et plus de 140 000 opérations de rénovation ont eu lieu.

Plusieurs facteurs expliquent pourquoi cette terrible tragédie a suscité un mouvement rapide vers une réglementation plus stricte. Un forum sur les droits du travail au Bangladesh (Ethical Trading Initiative) avait déjà créé de solides relations de confiance entre des acteurs traditionnellement antagonistes (entreprises, syndicats et ONG). Ces relations de confiance ont permis aux personnes de décrocher leur téléphone tout de suite.

Les grandes lignes d'un accord potentiel avaient déjà été tracées, et la tragédie du Rana Plaza a considérablement accru la pression à agir et a donné aux militant·es un exemple médiatisé sur lequel appuyer leurs efforts de campagne. Le leadership de deux nouveaux syndicats internationaux (IndustriALL et UNI Global Union) a mis en relation des protagonistes clés dans les organisations et entreprises qui sont parvenus à créer le changement souhaité. Beaucoup de ces entreprises ont vu l'accord comme un développement positif, du point de vue de leur réputation et compte tenu de la pression exercée par les consommateurs/trices.

Malgré ces succès apparents, les militant·es continuent d'alerter sur le fait que les travailleurs/euses du textile au Bangladesh restent sous-payé·es et vulnérables à des violations des droits du travail, notamment du harcèlement pour leur affiliation à un syndicat ou une absence de compensations en cas de blessure au travail. Les femmes continuent d'occuper les postes les plus précaires. On estime que 0,5 % seulement des postes de gestion sont occupés par des femmes dans le secteur textile. De plus en plus de données probantes montrent également que les employées de ce secteur sont confrontées à des situations de harcèlement et d'abus sexuels régulières au travail. En parallèle, les propriétaires des usines ont du mal à respecter les demandes des marques internationales et font face à des retards de paiement et à des commandes annulées ou fortement réduites sans avis préalable.

Sources :

[How Change Happens](#), Duncan Green, 2016

[Roman graphique d'Oxfam Canada sur la tragédie du Rana Plaza](#)

[Campagne « What She makes » d'Oxfam Canada](#)

[Updates from 'Abuses 'still rife': 10 years on from Bangladesh's Rana Plaza disaster](#), *The Guardian*, avril 2023